

LE CONSEIL DE SECURITE «DEPLORE» MAIS NE CONDAMNE PAS LE CARNAGE DE CANA

L'aveu d'échec de l'ONU

Sous la pression de Washington, l'ONU a été incapable de voter une résolution condamnant le carnage de Cana. L'aveu d'échec de l'organisation onusienne se confirme : les rédacteurs du texte final n'ont même pas réussi à utiliser le qualificatif «inacceptable», jugé trop sévère par le représentant US. Au final, l'ONU s'est contentée de déplorer la perte de vies innocentes. Condamné par l'ensemble de la communauté internationale, Israël a fini par accepter d'interrompre pendant 48 heures les raids aériens mais continue son offensive terrestre. Objectif : vider les villages du sud de leurs habitants pour pouvoir mener une offensive terrestre contre le Hezbollah.

Cuisant échec de l'ONU

Réuni en urgence hier, le Conseil de sécurité de l'ONU n'a fait que confirmer son incapacité à mettre un terme aux souffrances du peuple libanais. La réunion marathon n'a servi qu'à la rédaction d'un texte édulcoré qui ne condamne pas la tuerie de Cana. Pourtant, dans la version initiale, le bombardement de dimanche avait été qualifié d'«acte inacceptable», une phrase qui a irrité l'ambassadeur américain, John Bolton, qui a pesé de tout son poids. «Nous objections à toute formulation qui tire des conclusions prématurées de ce qui s'est passé», a-t-il déclaré après avoir également réussi à supprimer l'option de «la cessation immédiate des hostilités». Un choix tactique qui laisse le temps à Israël de frapper encore le Hezbollah.

Les regrets formulés par un nombre important de diplomates n'ont pas réussi à inverser la donne. Au final, le texte aseptisé de l'ONU «déclare tristement la perte de vies innocentes.

Le Conseil est extrêmement choqué et bouleversé par le bombardement par les forces de défense israéliennes d'un immeuble résidentiel à Cana, qui a causé la mort de dizaines de civils, principalement des enfants, et en a blessé beaucoup d'autres. Il déplore fortement cette perte de vies innocentes et les morts de civils dans le conflit actuel et charge le secrétaire général de lui présenter un rapport d'état une semaine sur les circonstances de cet événement tragique.

Plus loin, l'ONU «exprime son inquiétude devant la menace d'escalade de la violence qui aurait de nouvelles conséquences graves pour la situation humanitaire, appelle à la fin des violences et souligne la nécessité urgente d'assurer un cessez-le-feu permanent, durable et qui résiste. Il affirme sa détermination à travailler sans plus de retard pour adopter une résolution pour un règlement durable de la crise, s'inspi-

rant des efforts diplomatiques en cours». Seule consolation, le Conseil s'apprêtait à adopter une résolution technique prorogant pour un mois le mandat de la Force intérimaire de l'ONU au Liban-Sud, arrivé à expiration, pour se donner le temps de réfléchir à l'envoi éventuel d'une force internationale plus robuste.

Israël accepte une trêve de 48 heures, mais exclut un cessez-le-feu

Dimanche, et au moment où la réunion se tenait et que les réactions d'indignation se multipliaient, les USA avaient fait savoir qu'ils avaient réussi à arracher d'Israël la promesse d'une trêve de 48 heures. Une information confirmée par Israël qui a tout de même tenu à faire quelques mises au point : la trêve ne signifie nullement l'arrêt des hostilités à la frontière et n'a été acceptée que pour «soulager la pression qui pèse sur les USA». Le porte-parole de l'armée israélienne a fait savoir que «toutes les opérations aériennes ont été suspendues sur tout le Liban, notamment pour permettre à la population du sud de ce pays d'évacuer cette région, ajoutant qu'Israël se réservait le droit de continuer à attaquer d'éventuels commandos du Hezbollah.

Dans une allocution devant la Knesset, le ministre israélien de la Défense a affirmé qu'il était «interdit à Israël d'accepter l'entrée en vigueur d'un cessez-le-feu immédiat car cela ramènerait les extrémistes dans la région», ajoutant que l'armée allait «élargir ses opérations contre le Hezbollah. Si un cessez-le-feu était proclamé dans la semaine, comme Rice l'estime possible, cela signifie que l'offensive israélienne devrait s'achever dans quelques jours». Une option qui ne sert pas les desseins d'Israël puisque le Premier ministre Ehud Olmert avait déclaré avoir encore besoin de 10 à 14 jours pour «atteindre ses objectifs». D'autres ministres ont également affirmé la même position. «La suspension de nos activités aériennes ne signifie en aucun cas la fin de la guerre, au contraire cette décision va nous permettre de remporter cette guerre et de réduire les pressions internationales», a dit pour sa part le ministre de la Justice pour qui «arrêter la guerre au stade actuel constituerait une victoire du Hezbollah mais aussi du terrorisme mondial manipulé par l'Iran et la Syrie». Celui de l'immigration est allé plus loin : «Nous avons pris cette décision pour tenir compte des Etats-Unis, notre fidèle et courageux allié qui se retrouve en position difficile en raison de son soutien à Israël.»

Violents accrochages près de la frontière et survol aérien
Comme promis, l'armée



qui déplore «l'escalade continue des hostilités au Liban, notamment après la mort de près de soixante personnes, en majorité des femmes et des enfants, dans le bombardement de leur abri par les forces israéliennes.

L'organisme onusien a en outre appelé à faire distinction entre les cibles militaires et les zones civiles et à prendre «toutes les précautions nécessaires pour épargner les civils. Avertir à l'avance la population civile de l'imminence d'attaques ne dispense en aucune manière d'un belligérant de son obligation de respecter les règles et les principes du droit humanitaire international.

Les principes de distinction et de proportionnalité doivent être respectés à tout moment». De leur côté, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et la Ligue française des droits de l'homme (LDH) ont souligné qu'Israël comment «des crimes de guerre d'une exceptionnelle gravité».

Pour ces deux ONG, «la poursuite de la guerre au Liban, la situation toujours plus dramatique que connaît la bande de Ghaza et l'inertie d'une communauté internationale dont le cynisme atteint des sommets ont déjà produit des effets dévastateurs». «Ils ne font qu'amplifier quotidiennement, au fur et à mesure des destructions et des pertes en vie humaines, ont-elles poursuivi dans un communiqué commun.

C'est, en fait, le monde entier qui est pris en otage par un processus qui n'a rien de fatal, ont estimé les deux ONG. Elles ont rappelé qu'aujourd'hui, au Liban et à Ghaza, l'action du gouvernement israélien du conduit à s'en prendre aux populations civiles.

Elles ont souligné que «rien ne peut justifier la destruction d'usines électriques, de productions alimentaires, des industries, des routes, des ponts, des ports, etc. Rien ne peut justifier les pertes infligées aux populations civiles qui ne sont plus des effets collatéraux d'actions de guerre mais traduisent une volonté délibérée de punir collectivement une population, y compris par le meurtre.

Ce sont là des crimes de guerre d'une exceptionnelle gravité, sciemment organisés par Israël, ont-elles mis en relief, ajoutant que la passivité de la communauté internationale ne doit pas empêcher que les victimes de ces agissements soient entendues et que les auteurs de tous les crimes de guerre soient sanctionnés.

C'est un des moyens par lesquels nous pouvons faire prévaloir le droit sur la force et conjurer peut-être d'autres violences aveugles.»

N. I. / Agences

israélienne n'a pas interrompu son agression. De violents accrochages opposaient des unités israéliennes et des combattants du Hezbollah hier pour le contrôle d'une colline libanaise près de la frontière, alors que des avions israéliens survolaient de manière intensive le Liban-Sud. Les affrontements ont commencé vers 10H30 (07H30 GMT) pour le contrôle de la colline d'Oueida, à 700 m du doigt de la Gallée. Le bruit d'artillerie, des armes lourdes et automatiques étaient entendues à la suite d'une incursion israélienne, les accrochages avaient commencé. D'autre part, l'aviation israélienne a déclenché des attaques contre des positions du Hezbollah dans le secteur du village de Taybeh au Liban-Sud. Nos appareils opèrent dans le secteur pour appuyer nos forces au sol», a déclaré à l'AFP le porte-parole. Il a affirmé que les appareils «traient uniquement sur des zones inhabitées en vue de prévenir des attaques contre les forces terrestres. Le raid aérien à Taybeh ne contredit pas cette annonce car nous ne nous sommes pas engagés à suspendre toutes les frappes».

Rice promet un cessez-le-feu, Lahoud rejette l'idée d'une force d'interposition

Pendant ce temps, la secrétaire d'Etat américaine qui avait échoué la veille à trouver une solution, a déclaré à partir d'El Qods occupée qu'«un cessez-le-feu et une solution durable à la crise libanaise pouvaient être trouvés cette semaine. Au moment où je pars pour Washington, j'emporte avec moi un consensus qui émerge sur ce qui est nécessaire à la fois pour un cessez-le-feu urgent et un règlement durable. J'ai la conviction que nous pouvons parvenir aux deux cette semaine». Ce règlement qui prévoit, entre autres, l'envoi d'une force d'interposition n'est pas du goût des Libanais. Le président libanais Emile Lahoud a averti hier qu'il s'opposait à une force d'interposition mul-

tinationale au Liban-Sud, comme prônée par Washington, lui préférant un renforcement de la Finul. Tout en demandant «un cessez-le-feu immédiat» au Liban, Lahoud a prévenu que le déploiement d'une force multinationale conduirait à «la destruction du Liban, à l'instar du Kosovo. Que l'on renforce la Finul, qu'on l'élargisse et qu'on lui donne des armes pour assurer la sécurité à la frontière libano-israélienne. L'éventuel déploiement d'une nouvelle force internationale au Liban-Sud nécessiterait un consensus des forces politiques libanaises. Aucune décision ne nous sera imposée».

Bush se justifie
Accusé par plusieurs capitales de soutenir inconditionnellement Israël, les Etats-Unis tentent de se justifier. A la question de savoir pourquoi Washington n'arrive toujours pas à imposer un cessez-le-feu, le porte-parole de la Maison Blanche a nié le fait que son pays traîne les pieds pour faire cesser la guerre au Liban, mais a assuré que le bombardement meurtrier du village de Cana ne changeait pas le rythme de la diplomatie, qui va déjà «aussi vite que possible».

Tony Snow a pourtant laissé entendre que les Etats-Unis n'avaient toujours pas l'intention de lancer un appel à un cessez-le-feu immédiat. «Nous ne traînons pas les pieds», a-t-il déclaré. Ajoutant : «En fait, nous avons été à la tête de la coalition dès le début. Nous avons été les premiers en ce qui concerne l'aide humanitaire; c'est la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice qui a poussé et travaillé avec les Israéliens pour ouvrir des couloirs humanitaires.» Ce qu'il ne dit pas, c'est que plusieurs organisations humanitaires avaient qualifié ces couloirs d'illusoire et que Washington continue de défendre la thèse de la légitime défense.

Deuil officiel au Liban. Mortel silence à Cana
Sous le choc de la boucherie de la veille, le Liban a

observé hier un jour de deuil officiel au lendemain de la mort de 52 civils, dont 30 enfants à Cana.

«Le gouvernement libanais a décrété un deuil officiel d'une journée en hommage aux morts de Cana et à toutes les autres victimes des bombardements israéliens. Toutes les administrations publiques et les banques sont fermées et les drapeaux ont été mis en berne.» A Cana, village martyr, «le silence est retombé sur les ruines. Aux premières heures du jour, le village, deux fois frappé en dix ans par la même tragédie, est vide et immobile.

Les pelleteuses et les ambulances sont reparties, et les volontaires de la Croix-Rouge et de la Défense civile, qui ont extrait un par un les cadavres de femmes et d'enfants sont allés nettoyer le sang et la poussière de leurs uniformes», selon le constat d'un journaliste de l'AFP.

«Lundi (hier, ndr), au petit matin, il ne reste que des affaires personnelles, des sacs, et des vêtements, posés en tas dans les gravats, devant les brèches béantes de l'immeuble qui s'est écroulé, ensevelissant sous les décombres 63 civils qui se protégeaient des frappes israéliennes.»

Profitant de la relative trêve, des dizaines de milliers de Libanais fuyaient hier le Liban-Sud en direction du nord, vers Saïda et Beyrouth, quittant leurs villages. Des voitures chargées de valises, de couvertures et de matelas ont pris la route, évacuant des villages coupés du reste du pays depuis le début de l'offensive israélienne au Liban le 12 juillet.

La ville de Saïda, chef-lieu du Liban-Sud, s'est rapidement retrouvée engorgée par le trafic. Les déplacés ont demandé à la municipalité de les aider à trouver des endroits où s'installer.

Un crime de guerre, selon la FIDH et la LDH
La situation dramatique qui caractérise le Liban n'a pas laissé indifférent le CICR

TEMOIGNAGE DE HADJ MOULAY BENKRIZI

«Comment j'ai vécu les six premiers jours de l'horreur»

Le jour où Hadj Moulay Benkrizi atterrissait en terre libanaise, sur l'unique aéroport du pays pour rendre visite à sa fille Fazila, ses quatre petits-enfants et son gendre d'origine libanaise, il ne se douta à aucun instant que son séjour allait alors se transformer en véritable cauchemar. Dimanche 9 juillet, arrivée à 21 heures à l'aéroport Rafik Hariri dans l'ambiance de la chaleur familiale retrouvée, le temps d'un mois de vacances auprès des siens...

Trois jours après, début de la catastrophe
L'impénitent musicien mostaganémois, issu de l'école de la musique classique et ami de cheikh Khaznadjari projetait son voyage depuis un moment.

A l'âge de 75 printemps, fatigué par la vie et ses aléas, hadj Moulay avait bien le droit, après de récents ennuis de santé, d'aller changer d'air au pays de la Bekaa, auprès d'une de ses filles qu'il chérit tant.

C'est dans la joie des retrouvailles alors en ce mercredi 12 juillet vers 21 heures, que l'armée israélienne allait donner le triste coup d'envoi d'un véritable génocide, visant en fait à détruire un pays, une nation, en un mot tout un peuple. Tout a commencé donc

en ce début de soirée du 12 avec cette première attaque qui a ciblé les cuves de kérosène et pistes d'atterrissage avec à la clé, plusieurs explosions cette nuit-là et d'énormes flammes durent, 72 heures durant, ravager l'aéroport de Beyrouth.

Notre ami ressortissant séjournait à seulement quelques encablures du sinistre lieu en question, à Choufeit, plus précisément dans la banlieue sud de la capitale libanaise. Panique générale, les gens désertaient alors leur chez-soi et les immeubles et buildings qui les obus de l'ennemi. Ainsi Israël assurait tranquillement l'isolement du Liban par voie aérienne mais terrestre aussi en détruisant tous les ponts qui relie entre eux quartiers et faubourgs de la ville. Le blocus maritime, nous raconte hadj Moulay, devenait dès lors chose réelle ou au moins accès en mer n'était possible. Même l'autoroute sur toute la longueur du Liban n'était pas épargnée par les bombardements des Israéliens.

«Ainsi, évoque-t-il, hadj Moulay en témoin oculaire encore stressé et ému jusqu'aux larmes, les réfugiés des villes et villages du sud du pays, venus de Sour ou Nabatieh, étaient canardés.

Dix-huit cadavres seront plus tard retrouvés carrément calcinés dans un bus en miettes. Ainsi sur une superficie de quelque 10 450 km², le Liban se verra profondément fracturé dans sa partie sud, notamment, sur la plaine de Bekkaa, les villes de Beyrouth-centre, de Zahlé et Baalbeck, mais également Sour, «Nabati» et Saïda... Et puis, notre ami Benkrizi évoque encore bien des images d'horreur qu'il a dû voir au cœur de quartiers complètement détruits à Bir El Abd ou encore du côté de «Haret Harik» là où était basé le mouvement de la résistance libanaise. Aussi, dès le 12 juillet, la paralysie progressive de toutes les activités se faisait évidente et les stocks d'approvisionnement de produits alimentaires notamment, s'amenuisaient au fil des heures.

Le voyage le plus long
Vendredi 14, beaucoup d'Algériens vivant et résidant sur place émettront le vœu de partir sous d'autres cieux avec en tête une seule et unique alternative : fuir la mort qui, dès lors, commencera à les hanter nuit et jour.

Les contacts avec l'ambassade d'Algérie à Beyrouth prendront forme et tout commencera alors à s'organiser et se mettre en place d'un moment à un autre.

MASSACRE DE CANA

La presse mondiale outrée

Le spectacle de la mort n'en finit pas au Liban et le monde entier était témoin, avant-hier, des bombardements aériens par Israël sur Cana, dans le Sud-Liban, qui ont fait une soixantaine de morts. Impuissants d'amener les deux parties en conflit à des négociations qui permettent un cessez-le-feu immédiat et d'arrêter le massacre des innocents, les pays du monde entier, encore sous le choc, ont déploré la dégradation de la situation au Liban. Les images des enfants gisant dans un bain de sang, au milieu des décombres, ont fait le tour du monde, après les raids israéliens sur le village de Cana. Une agression qui a fait les unes de toute la presse, dans le monde arabe, en Europe et aux Etats-Unis. Le monde s'élève avec force pour condamner le massacre des innocents. Le soutien des Etats-Unis à Israël dans cette offensive contre le Liban a été très mal ressenti dans le milieu de la presse américaine. La complexité des Etats-Unis qui ont refusé, jusqu'à hier, de plaider pour un cessez-le-feu au Moyen-Orient, a été considérée par la presse américaine comme étant une dérive de la part de l'administration de G. W. Bush.



«En refusant de réclamer un cessez-le-feu immédiat, même face au bombardement de Cana, M^{me} Rice chancelait sur le bord d'un désastre de relations publiques, en particulier dans le monde arabe», a écrit le *New York Times*, dans son édition d'hier. Ce quotidien américain a ouvertement affiché son désaveu à la politique tracée par le duo américain-israélien en Moyen-Orient. L'éditorialiste de cette publication a estimé que la mission de la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice au Liban montrera ses limites lundi (hier).

«Le contenu du paquet diplomatique est fondamentalement placé, et M^{me} Rice, fonctionnaire de Bush, présenterait ses

limites lundi», lit-on encore dans le *New York Times*. La presse américaine n'est pas la seule à désavouer son gouvernement. Le journal londonien *The Observer* a exprimé le malaise des Anglais devant la persistance de Tony Blair à s'allier avec les Etats-Unis. «La protestation est plus qu'une salve contre un Premier ministre dans sa lutte de derniers jours.

C'est un cri de la fureur contre la politique de la Némésis», écrit *The Observer*, qui a publié un sondage public où les Anglais se sont exprimés sur la position du Royaume-Uni concernant l'offensive israélienne contre le Liban. «Les Anglais sont horrifiés par les scènes terribles au Liban. La Grande-Bretagne est outragée par le refus de Tony Blair d'exiger une extrême instantanée à l'assaut d'Israël. Selon un sondage du *Guardian*, 61% de personnes pensent que la réaction d'Israël à la provocation est une exagération, et 63 % indiquent que M. Blair a tort de s'attacher si étroitement à George W. Bush. Même concernant l'Irak, il n'y

avait pas une telle vague de fond», note-t-on, en ajoutant que «la Grande-Bretagne rompu et incommode a trouvé une cause ronde pour fusionner. On tisse de vieilles tensions et de nouvelles alliances sont formées. Un aperçu récent a réclamé, ce que seulement 32% des musulmans britanniques ont eu un avis favorable des juifs. Maintenant, les membres des deux communautés déclinent l'intempérance israélienne». La France reste le fervent allié du Liban, qui depuis le début de cette guerre ouverte, a apporté aide et assistance au peuple libanais. La presse française est scandalisée par la tournure des événements. *L'Humanité* a publié dans son éditorial d'hier, ce qui suit : «Il serait intolérable que le monde entier continue d'assister sans réaction à un tel massacre programmé. La thèse officielle israélienne selon laquelle ces massacres seraient le prix à payer pour assurer la paix et la sécurité d'Israël est une dangereuse foutaise». De son côté, le journal *Libération* explique l'échec du complot

américain, en déclarant qu'«après l'attaque contre le poste de l'ONU, Bush a senti qu'il devait demander à Rice de retourner à la négociation. Le temps qu'elle revienne, avec les morts de Cana, les interlocuteurs indispensables, comme le Premier ministre libanais, lui tournent le dos. Du coup, le cynisme du Hezbollah a payé, et les Israéliens ont échoué dans leur but de guerre principal qui était de, sinon l'anéantir complètement, du moins l'affaiblir gravement, avant toute solution diplomatique». Le *Figaro*, quant à lui, interpelle la communauté internationale pour mettre un terme à ce massacre : «La responsabilité de la communauté internationale, et surtout celle de l'Union européenne, est aujourd'hui de redonner au Liban les moyens d'exercer pleinement sa souveraineté.»

«Face aux Etats-Unis dont elle n'est pas tenue de partager les visions hégémoniques, l'Europe doit être un acteur essentiel de l'avenir du Moyen-Orient. Aujourd'hui, elle doit agir pour que le Liban ne soit plus la victime sacrificielle de ses voisins, mais devienne, au contraire, un pôle de paix, de stabilité et de démocratie de la région.»

Du côté de l'Asie, l'heure est également à l'indignation et à la condamnation. La presse chinoise considère que «le conflit israélo-libanais a endommagé l'humanitaire d'une manière grave». Pour ce qui est du monde arabe, la presse lance un cri de détresse et appelle à l'aide et à la mobilisation. La presse arabe déplore des efforts remarquables pour mobiliser leurs peuples afin d'apporter l'aide nécessaire aux Libanais. Plus que jamais, la presse arabe interpelle les gouvernements à prendre des positions fermes et courageuses pour faire face au complot américain-israélien au Moyen-Orient et qui risque de s'élargir.

Rosa Mansouri

et chemins à peine carrossables sur les montagnes et au cœur des forêts dans un climat de peur et d'appréhension générale...

Tout cela pour éviter le dangereux passage de la plaine de la Bekaa où tout est dégarni autour de soi. Mais une fois arrivés à Zahlé, aux portes de la Bekaa, les 59 premiers réfugiés vers l'Algérie commençaient à nourrir des sentiments de crainte accentués, car il leur fallait bien continuer le sinistre périple vers la frontière syrienne sur une toute autre zone, celle de tous les risques en fait. Ils étaient alors à une demi-heure de l'arrivée mais trois heures d'attente ont dû être nécessaires pour pouvoir enfin atteindre le poste-frontière déjà assailli par une file formée d'au moins une centaine de voitures pressées de fuir l'horreur.

Les deux consuls d'Algérie à Beyrouth et à Damas ont dû ainsi veiller au grain et apporter tout leur soutien à la délégation de circonstance, selon les aveux poignants de hadj Moulay. Après l'autre calvaire, sur dix bornes de route entre les postes-frontières des deux pays limitrophes, soulagement en fin de route et répit bien mérité dans les locaux de l'ambassade algérienne à Damas. Hadj Benkrizi et tous ses compagnons de route y trouveront aide et réconfort avec à la clé, climatisation, sandwiches, petits repas chauds et boissons fraîches offerts à volonté à cette bande d'héroïques aventuriers avec en son sein enfants, femmes et nourrissons...

Bientôt la fin du cauchemar
Il nous évoquera avec beaucoup d'émotion, l'ambiance peu coutumière dans une aussi auguste institution qu'une ambas-

ad. Tout était prétexte alors à des moments de détente, relaxe et prélassement, mais le cœur n'y était sans doute pas. L'on fermerait les yeux vers minuit sans pour autant dormir, avec l'espoir fou de fouler, le lendemain le sol algérien qui devait sans doute leur paraître si lointain. Révéli à trois heures et demie du matin, plutôt simple alerte pour atteindre dès lors la toute dernière destination avant la délivrance tant attendue... Embarquement en milieu d'après-midi à destination d'Algérie à l'aéroport, Alger la seréine... Quatre heures de trajet pour tout le monde grâce à tous ces commis dévoués qui se sont même occupés à procurer des billets d'avion à ceux qui ne pouvaient en avoir dans de pareilles circonstances. Arrivés à Alger, hadj Moulay et sa famille devaient regagner Mostaganem via Oran par un vol spécial prévu à cet effet. Et là, également, l'événement du geste d'un certain Omar K., chef d'escorte à Air Algérie, permettra à cette famille déjà désemparée et amoindrie psychologiquement par le désastre vécu en direct quelques jours auparavant, de pouvoir attendre.

El Bahia pour enfin rentrer chez-soi au milieu de la nuit en ce 18 juillet 2006, date mémorable comme tant de repères temporels inscrits désormais d'une pierre blanche par des innocents âgés entre 7 et 77 ans et dont le sort aura été peut-être celui d'être retenu dans des lieux d'affectation d'un pays arabe à un autre. En tout état de cause, la première vague de réfugiés sitôt arrivée sur le sol algérien a dû aussitôt exprimer tout son aide d'avoir laissé derrière elle une véritable chaîne de solidarité entre une religion et une autre. Et c'est toujours cela de fait !

Solidarité avec le Liban
Le département d'Ould Abbas coordonne des actions

«L'Algérie est en train de négocier avec la Jordanie pour établir une ligne aérienne entre Alger-Aman-Beyrouth afin de permettre l'acheminement rapide des aides humanitaires», a déclaré hier le ministre de l'Emploi et de la Solidarité nationale, le Dr Djamel Ould Abbas, en marge de la halte de solidarité organisée par l'association Mechaâl El Chahid au centre de presse *El Moudjahid*. Il a lancé un appel à tous les journalistes voulant faire partie des délégations programmées les prochains jours au Liban de s'inscrire. «Des chirurgiens, des psychologues et des journalistes seront envoyés régulièrement pour aider nos frères au Liban», a-t-il ajouté. Cependant, le représentant du ministère de la Solidarité, le Dr Bouchenak, qui a conduit le premier groupe composé de 13 médecins et de 6 journalistes au Liban, a relaté les conditions difficiles dans lesquelles vivent des milliers de Libanais à Beyrouth et au sud du Liban, un exode forcé à laquelle, la délégation algérienne avait assisté. Il n'a pas omis de rappeler les objectifs de sa mission qui consistaient à faire un état des lieux de la situation, aider les enfants et les femmes par le biais d'une prise en charge chirurgicale et médicale, faire parvenir les aides humanitaires exprimées selon les besoins. Le récit de ceux qui ont vécu l'horreur, ne serait-ce que pour quelques jours, a été appuyé de témoignages auxquels se sont joints des appels à la résistance et le soutien aux peuples libanais et palestiniens. Le représentant du ministère de la Solidarité a précisé également que près de 300 médecins sont prêts à partir au Liban et qu'un travail de recensement a été entamé afin de cerner les priorités, récupérer les aides de bases comme les aliments et les médicaments pour secourir les femmes et les enfants. De son côté, le Mouvement Ben Braham représentant des Scouts musulmans algériens a précisé, lors de son intervention, que son organisation compte accueillir 100 enfants libanais et prépare une autre action en collaboration avec les différentes parties de la société civile. Il s'agit d'envoyer un bateau avec des produits alimentaires et des médicaments à destination de Beyrouth. Plusieurs personnalités politiques et artistiques ont participé à cette halte de solidarité. Tous unanimes pour soutenir la résistance au Liban et dénoncer le silence des régimes arabes. Les artistes algériens ont été présents en force ainsi que d'autres acteurs de la scène médiatique et culturelle. Par ailleurs, il faut noter la présence de l'ex-chef du gouvernement, Belaid Abdesselam, qui a estimé que l'agression israélienne n'était qu'une étape du long conflit arabo-israélien. Quant à la position de l'Algérie face au conflit, il indiquera que «l'Algérie fait ce qu'elle peut. Elle a lancé des initiatives politiques et humanitaires qui restent les plus discrètes et les plus efficaces».

I. T.